

[Text]

As to the cash-flow problem, I think you must appreciate that one of the underlying purposes of this change—the introduction of the so-called half-year rule for capital cost allowance—was to raise revenues, and fairly significant revenues. I do not want to get into a debate as to what is “significant”, as we have already touched on that, but the revenue forecast to the federal government for the half-year rate is \$1.1 billion. On top of that, of course, there will be some provincial revenue implications.

The Chairman: You figure does not relate exclusively to the car leasing business?

Mr. Short: No.

The Chairman: It is the whole class of 30 per cent and all the other classes.

Mr. Short: You are quite right, Mr. Chairman, but it is the same cash flow problem with respect to all depreciable property—automobiles, buildings and aircraft. It is a similar problem, and the cash-flow problem is obviously more acute when interest rates are as high as they have been recently. We recognize that.

The Chairman: I suppose what you are saying, Mr. Short, is that if the government has economic problems and various businesses have economic problems, and the government has the chance to get some money where there is a substantial reduction, the government feels the money would be better in its hands to relieve its economic problems than to be left in the hands of the dealer, and thus the dealer may end up with cash-flow problems.

Mr. Short: Mr. Chairman, I would not put it in those terms.

The Chairman: Put it your own way, then.

Mr. Short: A major thrust of the budget was a significant reduction of the government's deficit. That was central to the minister's objective in the presentation of this budget, and that, necessarily, implied a number of tax increases. There are two general ways that revenues could have been increased: One was simply to increase the tax rates that apply to the existing base; the other approach was to broaden the base and thus, with the same or even reduced rates, attract larger revenues. This particular change in the capital cost allowance represents a broadening of the tax base. The revenue implication, as set out in the budget papers, is \$1.1 billion, which is a large sum. A failure to raise those revenues in this way would require either an increase in the deficit or an increase in other areas of taxation. After canvassing the alternatives open to us, we felt that this was an appropriate way to seek the additional funds that the minister felt were necessary in terms of his budget thrust.

Senator Stollery: Obviously the projections are based on evidence that the department has collected and, presumably, on projected assumptions that the department has made. I would be interested in knowing something about how those

[Traduction]

Quant aux problèmes de liquidités, je pense qu'il faut réévaluer que l'une des raisons de cette modification—l'adoption de la règle de la demi-année pour la déduction pour amortissement—était de percevoir des recettes dont le montant est assez important. Je ne voudrais pas en venir à un débat sur ce qui est important en l'occurrence, nous l'avons déjà fait, mais les recettes que le gouvernement fédéral peut en tirer s'élèvent à 1,1 milliard de dollars. De plus, il est évident que les provinces en tireront aussi des recettes.

Le président: Vos chiffres ne s'appliquent pas uniquement à la location des automobiles?

M. Short: Non.

Le président: Il s'agit de toute la catégorie à laquelle s'applique le taux de 30 p. 100 et à toutes les autres catégories.

M. Short: Vous avez tout à fait raison, monsieur le président, mais les problèmes de liquidités sont les mêmes pour tous les biens qui se déprécient, les automobiles, les édifices et les avions. Le problème est analogue et il est d'autant plus sérieux lorsque les taux d'intérêt sont aussi élevés qu'en ce moment. Nous l'admettons.

Le président: Je suppose, M. Short, que ce que vous voulez dire est que dans une situation où le gouvernement a des problèmes économiques et des problèmes d'argent, que diverses entreprises ont de tels problèmes et que le gouvernement décide de percevoir davantage de recette là où il le peut par une réduction de certaines déductions importantes, le gouvernement pense en somme que ces fonds seront mieux placés dans ses mains que dans celles des concessionnaires, même si cela doit entraîner pour ceux-ci des problèmes de liquidités.

M. Short: Je ne le perçoit pas tout à fait de cette façon.

Le président: De quelle façon alors?

M. Short: Le budget avait pour objectif principal une diminution importante du déficit du gouvernement. C'est ce qui préoccupait avant tout le Ministre au moment du dépôt du budget et cela signifiait bien sûr un certain nombre d'augmentations d'impôt. Il y a deux manières d'augmenter les recettes: l'une consiste à augmenter simplement les taux d'imposition applicables à l'assiette fiscale et l'autre consiste à élargir l'assiette fiscale et, par conséquent, avec les mêmes taux, ou même des taux moins élevés, percevoir davantage d'argent. Cette modification particulière apportée à la déduction pour amortissement représente un élargissement de l'assiette fiscale. Les recettes qui pourront être perçues de cette manière, elles sont d'ailleurs indiquées dans les documents budgétaires, s'élèvent à 1.1 milliard de dollars, ce qui représente une très forte somme. Si nous n'avions pas perçu ces recettes de cette manière, il aurait fallu, soit augmenter le déficit, soit imposer des augmentations dans d'autres domaines. Après avoir examiné toutes les possibilités, nous avons pensé que c'était une manière convenable de percevoir les fonds supplémentaires que le Ministre jugeait nécessaires.

Le sénateur Stollery: De toute évidence, les prévisions sont fondées sur les données recueillies par le Ministère et probablement sur les hypothèses émises par celui-ci. J'aimerais savoir comment certaines de ces hypothèses sont formulées,